Maintenir les évaluations pour favoriser la responsabilisation des étudiant.e.s

**À l’heure où l’on remet en question la pertinence des évaluations dans l’enseignement supérieur, ce texte apporte un regard différent, centré sur la responsabilisation des étudiant.e.s.**

La crise sanitaire qui a sévi chez nous a remis en question toutes nos habitudes. Cela est particulièrement vrai pour ce qui est de l’enseignement et de l’évaluation dans nos universités et hautes écoles. Si l’on ne peut nier l’impréparation de notre système éducatif, la lenteur avec laquelle certaines décisions ont été prises ainsi que le manque de cohérence entre les différentes institutions, il paraît tout aussi clair qu’il a fallu parer au plus pressé et que, dans ces conditions, on devait s’attendre à un retour de flammes.

Accordons-nous d’emblée sur un point fondamental. L’esprit critique est toujours salutaire en ce qu’il nourrit le débat et permet d’avancer ensemble en tenant compte du point de vue de chacun.e. Ce texte vise à apporter un *autre* éclairage que celui qui a été exprimé dans les médias.

S’il est nécessaire de tirer les leçons de la virtualisation de nos enseignements et de nos évaluations, évitons de penser dans l’immédiateté au risque de tomber dans un procès « à charge ». Nous en prenons pour preuve la carte blanche qui se faisait l’écho d’une initiative étudiante ([www.noonefails.be](http://www.noonefails.be)) dont le titre laissait peu de place à la nuance : « Aucun étudiant ne doit rater à cause de cette crise » (Le Soir 11/06/2020).

L’échec n’est que rarement formateur, et l’enseignement supérieur ne déroge pas à la règle. Derrière cette notion d’échec se cache pourtant une constellation de facteurs qui relèvent en grande partie du capital social, économique et culturel dont dispose un.e étudiant.e. Malgré ces considérations qui nécessitent une approche systémique à laquelle nous appelons, tout comme d’autres confrères et consœurs du monde académique, il ne serait pas opportun de reporter tout le poids de l’échec sur le système, certainement pas en cette session d’examens si particulière.

Nous sommes au terme de la première session, et si les conditions de passation des épreuves n’étaient pas toujours optimales, elles n’étaient pas non plus insurmontables. Les étudiant.e.s ont été consulté.e.s plusieurs fois, notamment concernant les aspects techniques, et des solutions ont été proposées aux étudiant.e.s demandeur.euse.s. En d’autres termes, lorsque la matière a été allégée, que les cours ont été assurés, que les modalités d’examens ont été adaptées, que des solutions aux éventuels problèmes ont été apportées et que le maître-mot est « bienveillance », l’annulation des examens apparaîtrait comme une forme d’infantilisation.

La virtualisation des enseignements et de l’évaluation n’a fait que confirmer l’existence d’un paradoxe de l’enseignement supérieur : l’injonction qui est donnée à chacun.e de prendre sa formation en main et la croyance limitante d’une partie du corps académique en l’incapacité des étudiant.e.s à effectivement travailler en autonomie, à s’approprier la matière et à être acteur.trice.s de leur formation.

Nos étudiant.e.s valent mieux que cela, et leur volonté de se prendre en main dépendra aussi de notre confiance dans leurs capacités à y parvenir.